

**Climat - Accord de Paris -
Communiqué du ministère de
l'environnement, de l'énergie et de
la mer**

(Paris, 31 mars 2017)

La meilleure façon de répondre au scepticisme, c'est de travailler et d'avancer. C'est pourquoi Madame Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, a réuni le 31 mars le comité de pilotage pour la mise en oeuvre de l'accord de Paris sur le climat, avec les administrations concernées, parlementaires, ONG, chercheurs et porteurs de coalitions.

1/ Les ratifications montent en puissance : 141 parties ont ratifié l'accord, dont 23 États membres de l'UE ; d'autres pays vont bientôt le faire. L'accord est désormais irréversible et le mouvement vers son universalisation se poursuit.

Ségolène Royal a rappelé le lien qui unit l'accord de Paris et les objectifs du développement durable, les 70 coalitions de l'agenda de l'action étant également des outils de mise en oeuvre des ODD, comme elle l'a démontré à l'ONU le 23 mars dernier à la réunion de haut niveau organisée par le président de l'assemblée générale des Nations unies en présence du secrétaire général et de la secrétaire exécutive de la CCNUCC.

2/ Les coalitions dans le cadre de l'agenda de l'action avancent, et le ministère de l'environnement a mobilisé 18 Meuro :

- accélération de l'initiative africaine sur les énergies renouvelables avec la mise en route de 19 projets,
- finalisation des statuts de l'alliance solaire internationale,
- feuille de route neutralité carbone dans les transports,
- réunion ministérielle de l'alliance bâtiments à Berlin le 21 mars,
- lancement d'un incubateur de projets sur l'eau,
- lancement de l'alliance océan climat,

- mobilisation des villes, des entreprises et des territoires.

3/ La mobilisation des financements se poursuit : le fonds vert examinera à son conseil d'administration du 2 au 6 avril 9 projets d'atténuation et d'adaptation en Afrique, Asie et Océanie, pour un montant de 855 M\$, dont un grand projet d'amélioration de la résilience de communautés vulnérables en Éthiopie soutenu par la France./.

(Source : site Internet du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer)